

14 juillet 2022

(22-5371)

Page: 1/5

**Discussions structurées sur le commerce et la
durabilité environnementale**

Original: anglais

DISCUSSIONS STRUCTURÉES DE L'OMC SUR LE COMMERCE ET LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
DU 17 MAI 2022 (10 HEURES-13 HEURES)

Résumé des discussions¹

1 Observations liminaires des facilitateurs

1.1. Les facilitateurs du Groupe de travail sur les biens et services environnementaux, Carlos Guevara (Équateur) et Helga Helland (Norvège), ont ouvert la réunion en soulignant les éléments inscrits dans la Déclaration ministérielle de décembre 2021 dans laquelle les Membres sont convenus d'approfondir les discussions sur les biens et services environnementaux, y compris en traitant les éléments relatifs aux chaînes d'approvisionnement, aux aspects techniques et à la réglementation. Ils ont en outre rappelé les questions d'orientation inscrites dans le Plan de travail pour 2022 destinées au Groupe de travail et portant sur la manière dont le commerce des biens et services environnementaux pourrait aider à atteindre les objectifs environnementaux et climatiques, sur les opportunités, meilleures pratiques et approches possibles pour promouvoir et faciliter le commerce des biens et services environnementaux afin d'atteindre ces objectifs, ainsi que sur les difficultés et possibilités qui se présentent aux pays en développement et aux PMA pour participer au commerce des biens et services environnementaux et en tirer profit.

2 Priorités des Membres concernant les objectifs environnementaux et climatiques

- Quelles sont les priorités des Membres en termes d'objectifs et de secteurs à examiner dans le cadre du Groupe de travail?
- Comment le commerce des biens et services environnementaux peut-il aider à atteindre les objectifs environnementaux et climatiques? (Question d'orientation figurant dans le Plan de travail des Discussions structurées pour 2022, document INF/TE/SSD/W/17/Rev.1)

2.1. Dix-sept Membres² ont exposé leurs priorités en termes d'objectifs et de secteurs à examiner dans le cadre du Groupe de travail sur les biens et services environnementaux, ainsi que leurs vues sur la manière dont le commerce des biens et services environnementaux pourrait permettre d'atteindre les objectifs climatiques et environnementaux.

2.2. Les objectifs relatifs à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce changement ont été les plus fréquemment mentionnés par les Membres. Les Membres ont particulièrement insisté sur la contribution potentielle des biens et services environnementaux pour soutenir la conclusion d'accords environnementaux multilatéraux tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou l'Accord de Paris, et pour faciliter la

¹ Le présent résumé, établi et distribué sous la responsabilité des facilitateurs, est communiqué dans le but de fournir aux délégations un compte rendu des discussions. Il contient un examen non exhaustif et exemplatif des questions abordées par les Membres à la réunion.

² Arabie saoudite, Australie, Canada, Costa Rica, Équateur, États-Unis, Islande, Japon, Maldives, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, République de Corée, Royaume-Uni, Singapour, Suisse et Union européenne.

diffusion et l'adoption de technologies innovantes dans le cadre de la transition climatique. Parmi les autres objectifs mentionnés figuraient notamment la transition vers une économie circulaire, la pureté de l'air et de l'eau, la gestion durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines, et la protection de la biodiversité et des écosystèmes.

2.3. Pour faire avancer les discussions, plusieurs Membres ont dit qu'ils soutenaient une approche consistant d'abord à identifier les objectifs environnementaux, puis à cibler les biens et services environnementaux correspondants, ainsi qu'une approche progressive ou par étapes dans le cadre de laquelle les Membres discuteraient des objectifs les uns après les autres. Les Membres ont également suggéré, dans un premier temps, de dégager une interprétation commune des éléments de définition, ce qui pourrait se faire grâce à un résumé des discussions antérieures et à une évaluation des changements de pratiques qui émergent. Certains Membres ont suggéré de prendre en compte les émissions et les conséquences environnementales tout le long de la chaîne d'approvisionnement pour identifier les biens environnementaux. Par exemple, les discussions pourraient aborder les normes de production qui contiendraient les émissions de gaz à effet de serre tout le long de la chaîne d'approvisionnement, et le fait qu'un bien pourrait être considéré comme "vert" s'il avait des émissions plus faibles et une moindre intensité d'utilisation des ressources tout le long de son cycle de production, ce qui aurait un résultat plus positif pour l'environnement. En outre, ces approches pourraient également évaluer les possibilités de réutilisation, de remanufacturation, de remise à neuf et de recyclage en fin de vie.

2.4. Plusieurs Membres ont suggéré que l'avancement des discussions sur les services environnementaux devrait suivre une voie parallèle à celle des biens environnementaux. En outre, cela pourrait commencer par le recensement des secteurs et sous-secteurs de services susceptibles de contribuer aux objectifs environnementaux, faisant fond sur les discussions menées dans le cadre de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services (CCS) et évitant ainsi les doubles emplois. Au lieu de cela, d'autres Membres ont suggéré que les discussions sur les services environnementaux devraient avoir lieu avec celles sur les biens environnementaux, de manière qu'elles se renforcent mutuellement et contribuent à la réalisation des objectifs environnementaux. Par exemple, il a été suggéré de distinguer entre les services qui sont intrinsèquement liés à la lutte contre les défis du changement climatique et les services qui sont liés aux biens respectueux du climat. En outre, plusieurs Membres ont déclaré que les discussions sur les services environnementaux devraient englober une définition plus large que celle figurant dans la division 94 de la Classification centrale des produits de l'ONU (CPC 94)

2.5. Les Membres ont aussi souligné que les discussions sur les biens et services environnementaux couvriraient un éventail de questions plus large que la seule libéralisation tarifaire, et notamment les mesures non tarifaires (MNT), la coopération réglementaire, les bonnes pratiques réglementaires, le transfert de technologie et le renforcement des capacités. Plusieurs Membres ont noté que les obstacles au déploiement de nouvelles technologies et marchandises devraient être éliminés à toutes les étapes du cycle du produit pour en faciliter la diffusion d'une manière qui soit également inclusive pour les pays en développement. Un Membre a suggéré que les Membres, conformément à leurs engagements au titre de la CCNUCC, prennent des mesures supplémentaires relatives au financement, à l'assurance et au transfert de technologie dans le domaine du climat pour répondre aux besoins des pays en développement. Un autre Membre a également noté que discuter du commerce des produits issus de sources durables et faciliter ce commerce revêtaient un intérêt essentiel pour les pays en développement Membres. Un Membre a proposé d'organiser un atelier sur le BioTrade pour présenter des expériences dans lesquelles le commerce international contribue à la conservation de la biodiversité et à la protection des écosystèmes.

2.6. S'agissant des avantages du commerce des biens et services environnementaux, un Membre a noté que le commerce pourrait réduire le coût de ces biens et services, et accélérer ainsi leur adoption dans le monde entier. Le commerce pourrait également favoriser les transferts de technologie et l'innovation liés aux biens et services environnementaux. Tandis que plusieurs Membres ont fait part de leur intention d'œuvrer pour libéraliser davantage le commerce des biens et services environnementaux, un Membre a suggéré que, parce que les intérêts des Membres divergent, cette libéralisation pourrait être envisagée à travers la promotion d'engagements unilatéraux et volontaires, ou le lancement d'une initiative plurilatérale distincte destinée uniquement aux Membres intéressés.

3 Exemple d'objectif et de secteur: atténuation du changement climatique et énergies renouvelables

3.1 Exposé de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

3.1. Le représentant de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a fait un exposé sur les énergies renouvelables dans lequel il a fourni des renseignements actualisés sur l'adoption de ces énergies. Il a aussi souligné l'importance: i) de l'infrastructure qualité; ii) de l'harmonisation des prescriptions techniques; iii) de l'existence de services complémentaires, comme l'installation, l'exploitation et la maintenance, et iv) de normes communes pour les services, tels que les installateurs, les opérateurs et les techniciens, afin de faciliter le commerce des énergies renouvelables. Il a été noté que le prix de l'électricité renouvelable avait fortement baissé au cours des 10 dernières années et qu'elle était de manière générale la source d'énergie la moins chère dans certaines régions. L'exposé a également souligné que le commerce et la politique commerciale pourraient favoriser une poursuite de la baisse des coûts, du déploiement des énergies renouvelables et de la création d'emplois. Enfin, il a été relevé que l'adoption croissante des énergies renouvelables pourrait promouvoir le commerce de produits et de marchandises liés aux énergies renouvelables, comme les technologies ou les composants complémentaires, l'électricité ou les carburants renouvelables.

3.2 Échange de vues entre les Membres

- Quelles sont les considérations importantes concernant les chaînes d'approvisionnement, la technologie, les services et les éléments techniques et réglementaires?
- Quelles sont les difficultés et les politiques qui empêchent les pays en développement et les PMA de participer au commerce des biens et services environnementaux et d'en tirer profit, et comment les aborder?

3.2. Les Membres ont fait part de leurs réactions à l'exposé et partagé leurs données d'expérience en ce qui concerne les difficultés et possibilités liées au commerce des biens et services environnementaux. Plusieurs Membres ont mentionné leurs efforts ayant conduit à une part élevée d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique, ainsi que leur ambition d'accroître cette part dans la production nationale d'énergie renouvelable.

3.3. Un Membre a noté que le commerce des biens et services environnementaux devrait intégrer une approche fondée sur l'ensemble du cycle de vie et que les biens étaient produits dans le respect des normes internationales du travail. À titre d'exemple, il a été suggéré que les processus situés en amont dans la production de biens environnementaux, comme l'extraction minière ou la production à haute intensité par des processus utilisant des combustibles fossiles, devraient être pris en compte dans l'examen des avantages environnementaux d'un bien. S'agissant des conditions de travail, les outils commerciaux existants pourraient être utilisés pour s'assurer que les marchandises utilisant le travail forcé ne soient pas importées et pour encourager le respect des normes internationales du travail.

3.4. Un Membre a souligné l'importance de promouvoir un commerce libre et équitable pour les biens liés aux énergies renouvelables, lequel soutiendrait le développement vert et sobre en carbone des pays en développement et contribuerait à réaliser les objectifs environnementaux et climatiques. Le Membre a souligné les avantages du commerce des énergies renouvelables et de la coopération Sud-Sud pour aider les pays en développement à augmenter le taux de pénétration de l'énergie et de l'électricité propres.

3.5. Un Membre a souligné l'importance d'avoir accès aux marchés et aux technologies pour développer et pénétrer de nouveaux marchés, ainsi que le potentiel des pays en développement pour devenir producteurs d'énergies propres telles que l'hydrogène. Quatre domaines de réflexion ont été suggérés: i) éviter les distorsions des exportations de produits énergétiques, notamment l'hydrogène; ii) améliorer l'accès aux marchés pour les marchandises, l'investissement et les services; iii) protéger les investissements; et iv) développer la convergence réglementaire et la réglementation intérieure. Il a été suggéré qu'à l'avenir, le cadre pourrait envisager le fonctionnement des infrastructures d'interconnexion et d'exportation, l'interdiction des distorsions du commerce et de l'investissement pour les carburants renouvelables et à faibles émissions de

carbone, la facilitation des investissements dans les énergies renouvelables, l'élimination des obstacles non tarifaires, tels que l'accès et l'utilisation des infrastructures, les règles du marché, la conception des mécanismes de soutien et d'enchères, l'accès aux terres, les procédures d'autorisation et la mise en place d'un cadre de coopération réglementaire, et la résolution des difficultés spécifiques d'une approche fondée sur le marché pour les prescriptions relatives aux procédés et aux méthodes de production non liés à des produits.

3.6. Un Membre a souligné que le commerce et la politique commerciale devraient contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable, y compris la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique et son atténuation. Eu égard aux expériences nationales, le Membre a mentionné un programme qui ciblait les secteurs représentant 90 % de la demande nationale d'énergie. Il a été observé que ces initiatives prévoyaient des normes d'efficacité de plus en plus strictes, lesquelles seraient ensuite reproduites dans différents secteurs pour améliorer l'efficacité énergétique. En ce qui concerne les énergies renouvelables, le Membre a mis en avant l'adoption de projets visant à diversifier le bouquet énergétique dans la production d'électricité et grâce auxquels les énergies renouvelables représenteraient 50 % du bouquet énergétique d'ici à 2030. L'un des programmes mettrait en œuvre des réformes exhaustives et définirait une feuille de route pour diversifier les sources d'énergie locales à partir du solaire, de l'éolien, de la géothermie, de la valorisation énergétique des déchets et de l'hydrogène propre. Il a été noté que promouvoir des chaînes d'approvisionnement durables et résoudre les difficultés découlant de l'application des normes en matière de durabilité constituaient des questions essentielles pour les pays en développement. En particulier, l'insuffisance des capacités techniques et réglementaires pourrait empêcher de mener à bien les réformes et promouvoir un accès juste et équitable au commerce et à l'investissement dans les technologies pourrait contribuer à maximiser les avantages du commerce des biens et services environnementaux.

3.7. Un autre Membre a souligné que les transferts de technologie et l'assistance technique devraient être abordés en premier, avant de parler d'une réduction des droits de douane visant les biens et services environnementaux, afin de s'assurer que les pays en développement n'étaient pas uniquement considérés comme des marchés potentiels pour les exportations des pays développés. En outre, il a été suggéré qu'aborder la question des obstacles non tarifaires et des normes pourrait contribuer à résoudre les difficultés liées au commerce des biens et services environnementaux pour les pays en développement.

3.8. Un Membre a souligné que les énergies renouvelables représentaient la majorité de son bouquet énergétique en 2020 (58 % de l'énergie totale, 42 % pour la biomasse, 9 % pour l'éolien, 6 % pour l'hydroélectricité et 1 % pour le solaire) et la quasi-totalité de son bouquet pour l'électricité. Ces chiffres résultaient de politiques à long terme qui avaient donné lieu à une transformation énergétique. Le Membre a mentionné les efforts visant à décarboniser davantage son bouquet énergétique en favorisant l'hydrogène vert au moyen d'incitations fiscales. Parmi les possibilités pour accroître la production d'énergie renouvelable figurait l'énergie solaire, compte tenu de la possibilité d'allouer une part importante de son territoire à la production de cette énergie. Les difficultés résidaient dans les progrès enregistrés dans le domaine de la transformation des déchets en énergie.

3.9. Un autre Membre a souligné l'importance de la transparence et de la prévisibilité des règles et des normes internationales pour le commerce des biens et services environnementaux. Il a en particulier été observé qu'en l'absence de définitions communément acceptées des biens et services environnementaux, des étiquettes ou des normes pourraient faciliter l'identification de ces biens et services par les consommateurs et conférer aux producteurs des avantages concurrentiels. En outre, il a été noté que la numérisation pourrait constituer un outil pour la diffusion des biens et services environnementaux en offrant des renseignements vérifiables et complets sur la chaîne d'approvisionnement. Ces outils pourraient permettre de remplacer les étiquettes et les normes si la numérisation pouvait faire la distinction entre les biens et services environnementaux et les biens et services qui sont moins favorables pour l'environnement.

3.10. Un Membre a insisté sur le fait qu'il faudrait discuter des subventions et des normes pour assurer une utilisation accrue des énergies renouvelables. Eu égard aux expériences nationales, le Membre a indiqué que les énergies hydroélectrique, éolienne et solaire représentaient l'essentiel de sa production d'électricité, et que tant les exportations que les importations augmentaient grâce à une amélioration des infrastructures. Pour renforcer l'adoption et la diffusion de solutions visant à atténuer le changement climatique, le Membre mettait en œuvre des prescriptions ambitieuses, des mécanismes de soutien, des marchés publics écologiques et une coopération public-privé, ce qui

avait, par exemple, conduit à une utilisation accrue de voitures utilisant des carburants non fossiles, ainsi que de ferries sur batterie. Le renforcement des capacités et le transfert de technologie dans le secteur de l'énergie propre constituaient également des priorités importantes pour l'aide au développement du Membre.

3.11. Un autre Membre a souligné l'importance de surmonter les difficultés liées à la participation des pays en développement à l'économie verte. À cet égard, il serait important: i) d'œuvrer collectivement pour réduire les coûts et renforcer l'accès aux importations vitales pour la transition vers une économie sobre en carbone et pour la réalisation des CDN; ii) d'identifier les biens et services clés produits par les pays en développement et ayant un objectif environnemental, et d'évaluer les obstacles qu'ils rencontrent pour accéder aux marchés; et iii) de soutenir la participation des pays en développement aux chaînes de valeur mondiale des biens et services environnementaux. Cela nécessiterait une collaboration internationale pour le transfert de technologie, le transfert de compétences, une augmentation de la demande de biens environnementaux sur le marché des pays en développement, et la mise en place d'infrastructures institutionnelles et de politiques pour les technologies propres.

3.12. Un Membre a souligné que les énergies renouvelables pouvant faire l'objet d'échanges internationaux restaient soumises à des droits de douane élevés et à des obstacles non tarifaires, alors que les autres biens énergétiques n'étaient pas confrontés à de tels obstacles. Il a été relevé que les politiques visant à faciliter le commerce de biens et de services connexes susceptibles de contribuer à la décarbonation et à l'électrification étaient importantes pour atteindre ces objectifs.

4 Interventions des parties prenantes

4.1. Le représentant du Forum sur le commerce, l'environnement et les ODD (TESS) a souligné l'importance de tenir compte à la fois des mesures tarifaires et non tarifaires afin d'aller au-delà d'une discussion "axée sur le marché". Certains pays en développement avaient libéralisé les biens et services environnementaux, mais n'avaient encore enregistré aucune intensification des technologies ou des investissements dans ces domaines, ce qui révélait le rôle moteur du transfert de technologie et de l'investissement pour les biens et services environnementaux. Il a suggéré d'analyser le potentiel de développer les composants des produits qui permettent d'exploiter l'énergie éolienne et solaire dans les pays en développement puisque plusieurs d'entre eux avaient déjà la capacité de fabriquer ces composants.

5 Observations finales des facilitateurs

5.1. Les facilitateurs ont conclu la réunion en remerciant les Membres d'avoir contribué au Groupe de travail en exposant leurs priorités et leurs expériences à travers l'exemple sectoriel des énergies renouvelables et l'objectif d'atténuation du changement climatique. Ils ont noté que les discussions devraient être aussi inclusives que possible pour assurer la participation de tous les Membres.
